

Invitation à la presse et au public - lancement d'une pétition à l'Assemblée Nationale
Demande de modification de l'art. 10
de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec
afin d'y inclure la discrimination basée sur l'apparence physique,
incluant la taille et/ou le poids des individus

Montréal, le 26 novembre 2019 – Une conférence de presse se tiendra **le jeudi 28 novembre 2019 à 10h30 à l'Euguélonne, librairie féministe** (1426 rue Beaudry, Montréal) afin de souligner le lancement d'une pétition afin d'ajouter la discrimination basée sur l'apparence physique, incluant la taille et/ou le poids des individus, aux motifs de discrimination prévus à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec. (Consultez la pétition : <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-8145/index.html>)

Marrainée par **Manon Massé**, députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques et co-porte parole de Québec Solidaire, cette pétition est une initiative d'**Edith Bernier**, militante contre la grossophobie et fondatrice du site web [Grossophobie.ca - Infos & référence](http://Grossophobie.ca). Son lancement coïncide avec la semaine "Le poids? Sans commentaire!", qui a cours jusqu'au 29 novembre 2019.

La grossophobie est "l'ensemble des attitudes et des comportements hostiles qui stigmatisent et discriminent les personnes grosses" (dictionnaire Robert, éd. 2019).

Il est essentiel de souligner que :

- la grossophobie est en grande partie basée sur la fausse prémisse que le poids corporel est le fruit de choix personnels^{1,2} ;
- que cette discrimination contribue à l'isolement social et à la détérioration de la santé³ des personnes grosses en les mettant davantage à risque de développer différents problèmes de santé physique⁴ et/ou psychologique⁵ (comme l'anxiété et la dépression mais aussi des réponses inflammatoires) ;
- qu'elle a notamment des effets socio-économiques importants sur les personnes affectées⁶, notamment au niveau de l'accès et de la qualité des soins de santé, de l'emploi, du taux de diplomation et de la rémunération⁷.

C'est après avoir constaté que la France, l'Espagne, la Finlande, le Michigan, Washington, DC et San Francisco avaient déjà légiféré en matière de discrimination sur la taille, le poids et/ou l'apparence physique qu'Edith Bernier a lancé ce projet de pétition auprès du bureau de Mme Massé, qui a accepté d'y donner son appui.

- 30 -



SOURCE :

Edith Bernier

Initiatrice de la pétition & fondatrice de [Grossophobie.ca - Infos & référence](http://Grossophobie.ca)

Tél. : 514-806-0378 - Courriel : edith.bernier@grossophobie.ca

¹ Dr André Tcherno, Titulaire - Chaire de recherche en chirurgie bariatrique et métabolique, "[Il faut changer notre regard sur les gros](#)", *L'actualité* (10 juil. 2019)

² Dr Jn-Philippe Chapat, prof. en pédiatrie à l'Université d'Ottawa et chercheur du Groupe de recherche sur les saines habitudes de vie et l'obésité, "[8 mythes sur l'obésité déboulonnés](#)", *On n'est pas sorti de l'auberge*, ICI Première (avr. 2018)

³ "[Addressing weight stigma](#)", *The Lancet Public Health* (avril 2019)

⁴ "[Les personnes obèses sont-elles bien soignées?](#)", *Québec Science* (février 2019)

⁵ "[L'obésité au Canada : les causes, les conséquences et l'avenir](#)" (page 4, 2^e par.), mémoire présenté au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie par l'Ass. médicale canadienne (juin 2015)

⁶ "[Weight bias and obesity stigma: considerations for the WHO European Region \(2017\)](#)", Org. mondiale de la santé

⁷ "[Fat people earn less and have a harder time finding work](#)", publié dans *BBC Worklife* (décembre 2016)